



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – février 2023

## Sommaire

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 10 mars 2023

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de neuf groupes de discussion en ligne organisés entre le 7 février 2023 et le 23 février 2023, à différents endroits du pays, en Ontario, en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, au Québec, au Canada atlantique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a fait une large place aux initiatives et aux annonces récentes du gouvernement du Canada, à l'évaluation de sa gestion d'un grand nombre de priorités ainsi qu'aux soins de santé. L'étude a également permis d'explorer divers sujets touchant des régions et des populations précises. Les participants à faible et moyen revenu des Prairies et les utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique ont ainsi discuté du budget de 2023. Les résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter une voiture électrique ont eu une discussion à ce sujet. Les résidents de Calgary et d'Edmonton ont fait part de leurs points de vue sur le secteur de l'énergie en Alberta. Les participants du Canada atlantique se sont exprimés sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Les propriétaires résidentiels du Québec ont examiné les responsabilités du gouvernement du Canada en matière de logement. Les membres de la diaspora sud-asiatique de Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) se sont attardés aux responsabilités du gouvernement fédéral en lien avec la crise des opioïdes ainsi qu'à sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Les travailleurs du secteur de la technologie de la grande région de Montréal (GRM) ont discuté de la santé de ce secteur à l'heure actuelle et donné leur point de vue sur la sécurité des communautés. Enfin, les participants du Yukon ont passé en revue un certain nombre d'enjeux propres à leur région.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, par exemple les acheteurs ou futurs acheteurs de véhicules électriques, les utilisateurs fréquents du système de santé, les propriétaires, les personnes à faible et moyen revenu et les travailleurs du secteur de la technologie.

### Approche détaillée

- Neuf groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Un groupe se composait de membres de la population générale du Yukon.
- Les huit autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
  - Personnes désirant acheter un véhicule électrique (VE);
  - Utilisateurs fréquents des services de santé (Ontario et Canada atlantique);
  - Propriétaires (Edmonton et Calgary, Québec);
  - Canadiens à revenu faible ou moyen;
  - Membres de la diaspora sud-asiatique;

- Travailleurs du secteur de la technologie.
- Deux groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 63 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Sud-ouest de l'Ontario	1	Anglais	7 février	18 h à 20 h	Personnes désirant acheter un VE	8
Ontario	2	Anglais	8 février	18 h à 20 h	Utilisateurs fréquents des services de santé	7
Edmonton et Calgary	3	Anglais	9 février	20 h à 22 h	Propriétaires	8
Collectivités rurales des Prairies (Sask./Man.)	4	Anglais	14 février	20 h à 22 h	Personnes à revenu faible et moyen	6
Intérieur de la Colombie-Britannique et Metro Vancouver	5	Anglais	15 février	21 h à 23 h	Diaspora sud-asiatique	7
Québec	6	Français	16 février	18 h à 20 h	Propriétaires	8
Canada atlantique	7	Anglais	21 février	17 h à 19 h	Utilisateurs fréquents des services de santé	6
Grande région de Montréal, Québec	8	Français	22 février	18 h à 20 h	Travailleurs du secteur de la technologie	5
Yukon	9	Anglais	23 février	20 h à 22 h	Population générale	8
<b>Nombre total de participants</b>						<b>63</b>

# Principales constatations

## Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Plusieurs ont mentionné avoir entendu parler des récentes négociations avec les provinces et les territoires sur le financement des soins de santé ainsi que de l'annonce ultérieure qu'un accord avait été conclu pour augmenter ce financement de 196,1 milliards de dollars sur dix ans, dont 46,2 milliards en nouveaux fonds. D'autres mesures et initiatives fédérales ont été évoquées, notamment la destruction de présumés ballons-espions à haute altitude détectés dans l'espace aérien canadien, le retrait par le gouvernement du Canada d'amendements proposés au projet de loi C-21 : *Loi modifiant certaines lois et d'autres textes en conséquence (armes à feu)*, la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un autre quart de point de pourcentage le 25 janvier 2023 et l'adoption d'une série de mesures d'abordabilité pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a ainsi été question de l'aide financière et militaire continue apportée à l'Ukraine, de l'aide humanitaire offerte à la Turquie et à la Syrie à la suite des puissants séismes survenus dans la région, et du déploiement en Haïti de deux navires de la classe Kingston de la Marine royale canadienne en réponse à la demande d'assistance du pays face à l'escalade de la violence liée aux gangs ces derniers mois.

Le groupe de la grande région de Montréal (GRM) a aussi brièvement discuté du poste-frontière irrégulier du chemin Roxham. Peu de participants se souvenaient de détails à ce sujet, mais certains se sont dits préoccupés par les coûts associés à la prise en charge des arrivants et se demandaient si cela ne retarderait pas les demandes des candidats à l'immigration qui passent par les voies officielles.

## Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné l'aide offerte aux Canadiens pour composer avec la hausse du coût de la vie, la réponse à la pandémie de COVID-19, la majoration des investissements en santé, le soutien aux communautés vulnérables et marginalisées, les changements climatiques et l'environnement, l'immigration, la réglementation plus stricte des armes à feu et le soutien à l'Ukraine.

Nous avons ensuite demandé aux participants de nous signaler les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Ont figuré parmi leurs mentions : les soins de santé (en particulier les longues périodes d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et les

pénuries de personnel qui leur semblaient toucher l'ensemble du Canada), l'inflation et le coût de la vie, l'abordabilité du logement, la réconciliation avec les peuples autochtones, la criminalité en hausse et les coûts élevés de l'énergie à l'heure actuelle.

Lorsqu'il a été question des secteurs qui devraient recevoir une plus grande priorité de la part du gouvernement fédéral à l'avenir, de nombreux participants ont réitéré l'importance d'accorder plus d'attention aux soins de santé, à l'augmentation du coût de la vie, au manque de logements abordables et à l'atténuation des effets des changements climatiques. Par ailleurs, certains jugeaient qu'il y aurait lieu de rendre les droits de scolarité postsecondaire plus abordables pour les Canadiens. Quelques-uns ont aussi recommandé de développer les capacités du pays en matière de sécurité nationale, vu la découverte de plusieurs objets de surveillance de haute altitude ayant fait des incursions dans l'espace aérien canadien en janvier et en février 2023.

### **Coût de la vie (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies)**

Les participants de collectivités rurales des Prairies ont pris part à une discussion supplémentaire sur le coût de la vie. Tous s'étaient préalablement classés dans la catégorie des personnes à revenu faible ou moyen. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient modifié leurs comportements d'achat ces derniers mois, beaucoup ont répondu qu'ils surveillaient davantage les promotions et les soldes et essayaient d'acheter des produits génériques chaque fois que possible. Plusieurs ont aussi mentionné qu'ils avaient restreint leurs activités non essentielles comme les voyages, les divertissements et les activités récréatives.

Questionnés sur les facteurs qui contribuaient à l'inflation et à la hausse du coût de la vie, les participants ont souvent pointé du doigt les perturbations économiques provoquées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs avaient également l'impression que la guerre en Ukraine et son impact sur l'approvisionnement énergétique mondial avaient fait grimper les coûts de transport des biens importés et qu'en définitive les consommateurs en faisaient les frais. Quelques autres imputaient une part de la responsabilité aux grandes sociétés telles que les chaînes d'épicerie et les producteurs d'énergie. Ils croyaient que dans bien des cas ces sociétés avaient profité de l'inflation pour gonfler leurs prix. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de gérer la crise du coût de la vie, tous ont répondu qu'il était sur la mauvaise voie.

Au cours d'un exercice, nous avons invité les participants à se prononcer sur l'efficacité d'une série d'initiatives et d'annonces récentes du gouvernement du Canada visant à soutenir les personnes en difficulté à cause du coût de la vie. Parmi les diverses initiatives évaluées, la mesure consistant à indexer les prestations en fonction de l'inflation est celle qui a rallié le plus d'appuis. Les participants croyaient qu'elle serait particulièrement utile pour les personnes à revenu fixe, qui dépendaient de ces prestations pour leur subsistance et qui autrement verraient leur pouvoir d'achat énormément réduit. Les mesures visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables et le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) ont également été bien accueillis dans les groupes.

À la question de savoir ce qu'il pourrait faire de plus pour combattre l'inflation, quelques participants ont suggéré d'encourager la Banque du Canada à interrompre ses hausses de taux, estimant que celles-ci affectaient la capacité des ménages canadiens à payer leurs versements hypothécaires et leurs autres dettes. Selon quelques autres, il faudrait aussi accroître la fabrication de biens et l'exploitation de ressources naturelles au Canada, afin de renforcer l'autonomie du pays à plus long terme.

### **Soins de santé (utilisateurs fréquents des soins de santé de l'Ontario, propriétaires du Québec, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique, résidents du Yukon)**

Quatre groupes ont discuté des soins de santé et des mesures susceptibles d'améliorer la prestation des soins de santé au Canada. Invités à décrire le système de santé actuel au Canada, presque tous les participants avaient l'impression que ce secteur faisait face à d'immenses défis. Si un grand nombre ont parlé en termes élogieux de la qualité des travailleurs et des technologies du secteur de la santé canadien, ils considéraient l'accès aux soins de santé comme un problème de taille en ce moment. Plusieurs ont parlé des longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous auxquels ils s'étaient heurtés ou dont ils avaient entendu parler, estimant que de nombreuses régions au pays étaient présentement confrontées à une pénurie généralisée de personnel de la santé, y compris de médecins et d'infirmières. Pratiquement tous les participants pensaient que des changements majeurs s'imposaient dans la prestation des soins de santé au Canada. Beaucoup croyaient par ailleurs que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route à cet égard. De l'avis de plusieurs, des mesures immédiates devaient être prises pour remédier aux pénuries perçues de personnel de la santé, notamment accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, afin que les travailleurs de la santé non canadiens puissent plus facilement exercer au Canada. Bon nombre jugeaient qu'il fallait construire plus d'établissements et d'infrastructures de soins de santé pour répondre aux besoins éventuels en matière de services de santé dans la prochaine décennie compte tenu de la population grandissante et de la plus forte proportion attendue d'aînés (liée au vieillissement de la population canadienne). Devant dire à qui ces changements incombaient selon eux, ils étaient nombreux à penser que les soins de santé relevaient principalement des provinces et territoires et la plupart considéraient l'amélioration du système comme une responsabilité partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de récentes annonces ou initiatives du gouvernement fédéral axées sur les soins de santé, plusieurs ont nommé les négociations qui ont eu lieu dernièrement entre le gouvernement fédéral et les responsables provinciaux et territoriaux sur la hausse du financement des soins de santé au titre du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Après avoir obtenu un complément d'information sur ces négociations et l'entente éventuelle conclue entre le gouvernement fédéral et les divers territoires et provinces, les participants ont exprimé des avis largement positifs. Voyant dans cette initiative un pas dans la bonne direction, beaucoup ont salué le fait que le gouvernement du Canada ait demandé aux provinces et aux territoires d'élaborer des plans décrivant la façon dont les fonds supplémentaires seraient dépensés. Plusieurs ont bien accueilli l'accent mis sur la simplification des processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les professionnels de la santé formés ailleurs qu'au Canada, qui contribuerait grandement selon eux à pallier le manque de personnel.

À la question de savoir s'ils appuieraient toujours ces mesures, même si elles alourdissaient le déficit national, la plupart ont répondu par l'affirmative. Aux yeux d'un grand nombre, les soins de santé devaient figurer en tête de liste des priorités du gouvernement du Canada et ils préféraient le voir réduire ses dépenses dans d'autres domaines qu'en santé.

### **Budget 2023 (résidents à faible et moyen revenu de collectivités rurales des Prairies, utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)**

Deux groupes ont pris part à une brève discussion sur le budget 2023 que le gouvernement fédéral s'apprêtait à déposer. Invités à préciser leurs attentes quant aux priorités du prochain budget, les participants ont cité de nombreux enjeux, notamment lutter contre l'inflation et la hausse du coût de la vie, accroître les ressources affectées aux secteurs clés tels que la santé et l'éducation, prendre des mesures visant à favoriser une durabilité accrue et à atténuer les effets possibles des changements climatiques et poursuivre les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones.

Concernant les secteurs sur lesquels ils souhaitaient personnellement que le gouvernement du Canada se concentre, beaucoup jugeaient nécessaire d'investir davantage dans les soins de santé, en particulier en santé mentale. De l'avis général, la santé mentale était devenue dans les dernières années un enjeu de plus en plus préoccupant au sein de la population canadienne et il manquait de ressources à l'heure actuelle pour répondre aux besoins du nombre croissant de personnes éprouvant des problèmes de santé mentale. D'autres pensaient qu'il fallait aussi en faire plus pour aider les personnes aux prises avec une dépendance. Ils ont proposé d'augmenter le financement réservé à l'embauche et à la formation de professionnels en traitement des dépendances et de construire plus de centres de traitement au pays. Enfin, plusieurs ont réaffirmé le besoin d'investir massivement dans l'amélioration de la qualité de vie des Autochtones, en veillant à ce que toutes les collectivités autochtones aient accès à de l'eau potable, à des aliments et des logements abordables et au même niveau de services fédéraux que les autres Canadiens.

### **Véhicules électriques (résidents du sud-ouest de l'Ontario désirant acheter un VE)**

Les participants du groupe du sud-ouest de l'Ontario se sont penchés sur les véhicules électriques (VE) et la fabrication de VE au Canada. Ces derniers avaient tous déjà déclaré qu'ils souhaitaient éventuellement acheter un VE dans l'avenir. Concernant les principales raisons pour lesquelles ils envisageaient l'achat d'un VE, beaucoup les jugeaient plus abordables que les autres types de véhicules. Certains ont dit qu'à mesure que le prix de l'essence continuerait d'augmenter, l'électricité était susceptible de devenir la source d'énergie la plus économique. Plusieurs ont souligné les avantages environnementaux des VE comme facteur qui pèserait possiblement dans leur décision.

Discutant des principaux obstacles à l'achat éventuel d'un VE, de nombreux participants ont cité le coût d'achat initial élevé de ces véhicules. Quelques-uns pensaient par ailleurs qu'il n'y avait pas suffisamment d'infrastructures en place pour les VE (comme des bornes de recharge), surtout à l'extérieur des agglomérations urbaines. L'autonomie insuffisante par temps froid, des questions au

sujet de la valeur de revente potentielle des VE et la capacité du réseau électrique à absorber l'adoption à grande échelle des VE figuraient parmi les préoccupations mentionnées.

Bon nombre de participants jugeaient important de fabriquer les VE et les pièces qui les composent au Canada, pour s'assurer qu'ils sont sécuritaires, fiables et de grande qualité. Appelés à dire s'ils étaient au courant de récents investissements du gouvernement du Canada touchant la fabrication de VE dans le sud-ouest de l'Ontario, une forte proportion de participants ont répondu par l'affirmative. Tous convenaient que le gouvernement du Canada devrait continuer d'investir dans ce secteur dans les années à venir. Selon eux, le fait d'investir continuellement dans la production de VE au Canada contribuerait à rendre ces véhicules plus abordables et aiderait les Canadiens à atteindre les cibles de réduction des émissions. Plusieurs estimaient que ces investissements engendreraient des retombées économiques, en favorisant la création de nombreux emplois bien rémunérés, en plus de donner l'occasion au Canada de devenir un chef de file dans ce secteur et de se positionner comme un important exportateur de VE et de composants pour VE.

Quant à l'engagement du gouvernement du Canada à faire en sorte qu'à partir de 2035 tous les véhicules personnels vendus au Canada soient des véhicules à zéro émission (VZE), la plupart jugeaient cet échéancier réaliste. Toutefois, d'après plusieurs, pour réaliser cet objectif, il faudrait investir des sommes considérables afin de rendre ces véhicules plus abordables et de disposer d'un réseau électrique dont la capacité est suffisante pour soutenir l'adoption à grande échelle des VZE.

### **Perspectives énergétiques (propriétaires de Calgary et d'Edmonton)**

Les participants de Calgary et d'Edmonton ont discuté brièvement de l'énergie propre et du secteur pétrolier et gazier en Alberta. Invités à donner leurs points de vue sur le rôle que joue le secteur pétrolier et gazier dans l'économie de la province, tous le jugeaient essentiel, de nombreux participants le considérant comme l'industrie la plus importante en Alberta. Au sujet de l'état actuel du secteur pétrolier et gazier, bon nombre trouvaient qu'il se portait assez bien en ce moment, grâce aux prix élevés du pétrole. Plusieurs croyaient cependant que la province devait se diversifier au-delà de ce secteur pour créer de nouvelles possibilités économiques dans l'avenir. Certains estimaient qu'en raison de la durée de vie limitée des ressources pétrolières et gazières, il fallait en faire plus pour accroître la production d'énergie découlant de sources renouvelables dans la province.

Invités à dire s'ils avaient déjà entendu l'expression « emplois durables », peu ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, il s'agissait d'emplois qui résistent aux contrecoups économiques et assurent une stabilité professionnelle à long terme aux travailleurs. Concernant la possibilité de créer des emplois durables dans le secteur de l'énergie propre, beaucoup pensaient qu'une telle initiative serait très avantageuse pour l'économie albertaine et ses travailleurs. Plusieurs croyaient que l'avenir de nombreux travailleurs du secteur pétrolier et gazier était incertain et que ces derniers pourraient tirer parti d'un plus grand nombre d'occasions de se réorienter dans des emplois durables du secteur de l'énergie propre. Discutant des facteurs propices au développement de l'énergie propre dans la province, les participants ont cité de récents investissements du gouvernement du Canada et une population plus encline à jouer un rôle dans la lutte contre les changements climatiques.

### **Tarifification du carbone (utilisateurs fréquents des services de santé du Canada atlantique)**

Un groupe composé de résidents du Canada atlantique a discuté de la tarification du carbone. Il y avait pratiquement autant de participants qui connaissaient ce terme que non. Plusieurs ont critiqué ce programme, qui imposait à leur avis un fardeau financier accru aux Canadiens alors qu'ils peinaient déjà à joindre les deux bouts.

Aucun d'entre eux n'avait entendu parler de l'expression « incitatif à agir pour le climat ». Invités à dire ce que ce terme évoquait pour eux, la plupart des participants présumaient qu'il s'agissait d'un incitatif financier offert aux entreprises et aux ménages canadiens pour les aider à adopter des pratiques plus écologiques, par exemple, faire une transition vers les sources d'énergie renouvelables ou acheter un véhicule à zéro émission (VZE). Après avoir obtenu des renseignements supplémentaires sur cette initiative, beaucoup de participants se sont dits perplexes. Plusieurs se demandaient quelles seraient les répercussions du système de tarification du carbone sur leurs provinces respectives et sur eux-mêmes. Un certain nombre de participants craignaient que les sociétés ne refilent aux consommateurs les coûts supplémentaires liés à l'application de ce système aux entreprises et activités industrielles. Si quelques-uns estimaient que les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat les aideraient sûrement financièrement, une confusion régnait toujours chez plusieurs à propos de l'objectif du programme de tarification du carbone, compte tenu du fait que la majeure partie des sommes recueillies étaient reversées aux entreprises et aux ménages canadiens. En ce qui concerne les impacts possibles de l'initiative, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'elle soit peu utile pour lutter contre les changements climatiques, tandis qu'un petit nombre pensait qu'elle n'aurait vraisemblablement aucune incidence.

### **Logement (propriétaires du Québec)**

Un groupe composé de propriétaires du Québec a brièvement discuté de propriété et du marché canadien du logement. Questionnés sur les principaux enjeux liés à l'achat d'une maison, les participants ont mentionné plusieurs choses, y compris la somme considérable requise pour une mise de fonds suffisante, la difficulté à épargner pour l'achat d'une maison et l'inflation qui ne cesse d'augmenter, et les défis que doivent surmonter les travailleurs autonomes et les entrepreneurs indépendants pour obtenir un prêt hypothécaire.

La plupart s'entendaient pour dire que l'accès à la propriété était moins abordable ces jours-ci, notamment en raison de la hausse des coûts d'entretien et de rénovation, l'augmentation des prix de l'énergie, et la flambée des taux d'intérêt. Même si de nombreux participants avaient des hypothèques à taux fixe, tous ont mentionné que les primes d'assurance habitation et les factures d'électricité avaient augmenté dans la dernière année. Plusieurs ont expliqué qu'ils devaient désormais consacrer une plus grande proportion de leur budget mensuel aux dépenses liées au logement, et réduire du même coup les dépenses non essentielles comme les loisirs.

### **Énergie résidentielle (propriétaires de Calgary et d'Edmonton, propriétaires du Québec)**

Deux groupes composés de propriétaires ont eu une discussion sur l'énergie résidentielle et les moyens d'améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation. Dans chaque groupe, les participants ont indiqué dans des proportions à peu près égales soit qu'ils avaient rénové leur logement récemment ou comptaient le faire, soit qu'ils n'avaient aucun projet de ce genre pour l'instant. Décrivant les raisons qui les avaient poussés à effectuer des rénovations, beaucoup ont dit vouloir rendre leur maison plus écoénergétique; certains ont expliqué qu'ils avaient installé des panneaux solaires, des fenêtres à triple vitrage ou des matériaux plus isolants, par exemple.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils prévoyaient moderniser leur système de chauffage ou de refroidissement, installer un thermostat intelligent ou faire d'autres changements de ce genre, un petit nombre de participants ont répondu que oui. En règle générale, leur objectif était d'améliorer la performance énergétique de leur habitation et de réduire leurs factures d'énergie. Certains ont mentionné qu'ils avaient opté pour un thermostat intelligent il y a déjà plusieurs années et croyaient avoir beaucoup économisé depuis sur leurs factures d'énergie. Invités à dire si la réduction de leurs dépenses mensuelles, l'augmentation de la valeur de leur propriété et les considérations environnementales (par exemple la réduction des émissions de carbone de leur propriété) seraient des facteurs dont ils tiendraient compte au moment d'acheter un thermostat intelligent, les participants ont presque tous répondu par l'affirmative.

Dans les deux groupes, les participants qui connaissaient l'étiquette EnerGuide du gouvernement du Canada étaient légèrement plus nombreux que ceux qui ne la connaissaient pas. Quelques-uns ont précisé avoir vu ces étiquettes sur des appareils ménagers, comme un chauffe-eau, un congélateur, une machine à laver ou une sècheuse. En ce qui concerne le genre d'informations qu'ils s'attendaient à trouver sur ces étiquettes, les participants en ont mentionné plusieurs : la consommation d'énergie de leur appareil ménager par rapport à d'autres modèles, la ventilation de la consommation énergétique selon plusieurs catégories, et l'échelle de couleurs indiquant l'efficacité énergétique de l'appareil.

Nous avons précisé aux participants que l'étiquette EnerGuide comporte également des recommandations personnalisées sur les rénovations qui permettraient de réduire la consommation énergétique d'une maison donnée. Après avoir examiné un exemple de feuille de route vers l'efficacité énergétique, plusieurs ont noté qu'elle était simple et facile à comprendre et qu'elle pourrait les aider à choisir les projets de rénovation à entreprendre. Bien que de nombreux participants étaient ouverts à l'idée de rénover leur maison un jour ou l'autre, beaucoup ont précisé que les questions de coûts seraient sans doute déterminantes dans leur décision de lancer ces travaux. Ils espéraient donc que le gouvernement du Canada continuerait d'offrir des soutiens comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes afin d'aider les propriétaires à rendre leur maison plus écoénergétique.

### **Opiïdes (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la C.-B.)**

Les participants de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique ont discuté des opiïdes et de la prévalence de la dépendance aux opiïdes dans leurs communautés. Tous s'accordaient pour dire qu'il s'agissait d'un problème majeur à l'heure actuelle et plusieurs étaient

d'avis que le taux croissant de dépendance avait contribué à l'augmentation des crimes dans leurs communautés. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral avait fait pour s'attaquer au problème de la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique, plusieurs participants ont répondu qu'il avait financé plusieurs sites de consommation supervisée partout dans la province pour limiter le nombre de décès par surdose.

Quelques-uns seulement avaient entendu parler de la récente exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 g ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Les participants étaient généralement défavorables à cette décision et croyaient que le gouvernement fédéral devrait plutôt décourager la consommation d'opioïdes, notamment en imposant des peines plus sévères pour ceux qui utilisent et distribuent ces substances. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative mènerait à un usage accru de ces substances, surtout parmi les jeunes. Plusieurs autres étaient préoccupés par la limite de 2,5 g qui selon eux était trop élevée et par le fait que pour certaines substances comme le fentanyl, il n'y avait aucune quantité qu'une personne pouvait consommer en toute sécurité.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur de l'initiative visant à orienter les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication plutôt que de les envoyer en prison, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. Certains étaient d'avis qu'il faudrait considérer la dépendance comme étant une maladie et non comme un comportement criminel, et qu'il serait plus approprié de leur offrir des traitements plutôt que de les punir.

### **Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique)**

Dans un groupe composé de membres de la diaspora sud-asiatique de Metro Vancouver et de l'intérieur de la Colombie-Britannique, les participants ont discuté de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie lorsqu'il s'agit de gérer ses relations avec les pays d'Asie, la plupart ont répondu que c'était le cas. La plupart croyaient que celui-ci avait réussi dans les dernières années à resserrer ses liens avec plusieurs pays d'Asie et que la majorité des citoyens de ces régions avaient une opinion favorable des Canadiens.

Lorsque nous les avons informés des objectifs de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, tous les participants ont réagi favorablement. Plusieurs s'attendaient à ce que cette stratégie soit extrêmement bénéfique pour le gouvernement du Canada et l'économie canadienne. Presque tous s'entendaient pour dire que ces objectifs devraient être une priorité pour le gouvernement fédéral, même s'ils croyaient que plusieurs années seraient nécessaires pour établir de meilleures relations avec cette région du monde et que le processus serait graduel. De nombreux participants avaient l'impression que cette stratégie serait particulièrement avantageuse pour la Colombie-Britannique en raison de sa grande proximité avec l'Asie, comparativement aux autres provinces et territoires canadiens, et que l'intensification des échanges commerciaux aurait un impact positif sur l'économie de la province.

### **Secteur de la technologie (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)**

Les participants de ce groupe composé de travailleurs du secteur de la technologie ont partagé leurs points de vue sur le secteur et son évolution au cours des dernières années. Presque tous voyaient d'un bon œil les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour soutenir ce secteur et plusieurs avaient l'impression que ce dernier avait considérablement investi dans les entreprises technologiques canadiennes récemment. Certains avaient aussi le sentiment que le gouvernement fédéral avait contribué à la croissance du secteur en invitant les travailleurs étrangers hautement spécialisés à immigrer au Canada et en octroyant des subventions aux entreprises canadiennes pour l'embauche de ces nouveaux arrivants.

Discutant des impacts de la pandémie de COVID-19 sur leur secteur, presque tous les participants ont indiqué qu'ils travaillaient maintenant de la maison et s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive longtemps après la fin de la pandémie. Questionnés à savoir si la montée de l'inflation avait eu des répercussions sur leur industrie, certains avaient remarqué que le prix des composants technologiques (comme les ordinateurs et autres matériels) avait augmenté et que les clients dépensaient plus prudemment, alors que quelques autres croyaient que l'inflation avait eu un impact majeur sur leur carrière.

En décrivant les plus grands enjeux pour les travailleurs de leur industrie, certains ont mentionné le nombre croissant de programmes d'intelligence artificielle (IA) comme ChatGPT. Quelques-uns craignaient qu'avec la multiplication de ces services, les clients choisissent l'IA plutôt que d'embaucher des travailleurs. Questionnés sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour mieux soutenir les travailleurs du secteur de la technologie et atténuer l'impact de la réduction des effectifs, les participants ont fait plusieurs suggestions. Parmi celles-ci, des efforts accrus de la part du gouvernement fédéral pour embaucher plus de spécialistes des technologies dans le secteur public, des investissements et des subventions pour les programmes de recyclage pour permettre aux travailleurs de mettre à jour leurs connaissances et leurs titres de compétence, et une bonification des prestations de certains programmes, dont l'assurance-emploi (AE) pour les travailleurs mis à pied.

Aucun des participants ne connaissait la Corporation d'innovation du Canada (CIC). Lorsqu'ils ont été informés au sujet de cette nouvelle société d'État, la plupart ont réagi favorablement et s'attendaient à ce qu'elle contribue à multiplier les nouvelles embauches dans leur secteur, en plus de favoriser l'innovation partout au Canada. Les participants ont démontré de l'intérêt pour certains aspects du CIC, comme l'accent sur les services de consultation, les subventions et les contributions qui varient entre 50 000 \$ et 5 millions \$, et son rôle qui consiste à promouvoir l'innovation dans tous les secteurs et toutes les régions.

### **Sécurité communautaire (travailleurs du secteur de la technologie de la GRM)**

Dans un groupe, les participants ont brièvement discuté de la sécurité communautaire et du taux de criminalité dans leurs communautés. Tous étaient des résidents de la grande région de Montréal (GRM). Lorsque nous leur avons demandé s'ils se sentaient en sécurité dans leurs communautés, quelques-uns croyaient que des améliorations pourraient être apportées, et tous ont indiqué qu'ils ne

craignaient généralement pas pour leur sécurité personnelle. Ceci étant dit, plusieurs ont mentionné que depuis quelques années, ils étaient de plus en plus préoccupés par la violence armée et la hausse des crimes commis avec des armes à feu dans la GRM. Même si plusieurs avaient l'impression que la criminalité avait grimpé dans leur communauté durant la pandémie de COVID-19, aucun n'en avait personnellement fait l'expérience. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour lutter contre la criminalité dans leur région, les participants ont répondu qu'il pourrait redoubler d'efforts pour détecter et sévir contre les gangs et le crime organisé qui, selon eux, sont responsables des activités criminelles dans la GRM et partout au Canada.

### **Enjeux locaux (résidents du Yukon)**

Dans un groupe composé de résidents du Yukon, les participants ont discuté de leur région et de leurs communautés respectives. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se pencher en priorité, ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, notamment les soins de santé, la santé mentale et les dépendances, et la hausse du coût de la vie.

Discutant des plus importants secteurs et industries dans leurs communautés, de nombreux participants ont mentionné le tourisme comme étant le plus important moteur économique de la région. Outre le tourisme, plusieurs croyaient que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour soutenir le développement du secteur agricole dans la région, ce qui contribuerait grandement à diminuer les prix des aliments et accroître l'autonomie des communautés du Nord. Questionnés à savoir si la sécurité alimentaire représentait un enjeu dans leurs communautés, tous ont répondu que c'était un problème majeur. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression qu'en raison des coûts croissants du transport, les résidents du Nord payaient beaucoup plus cher leur panier d'épicerie comparativement aux autres Canadiens.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider les résidents de la région, aucun participant ne se souvenait de rien en particulier. Informés sur plusieurs initiatives et investissements du gouvernement fédéral dans la région, les participants ont réagi favorablement. Certains étaient toutefois d'avis que celui-ci devrait redoubler d'efforts pour améliorer la communication avec les résidents du Nord puisque la majorité des participants entendaient parler de ces projets pour la première fois.

---

### **COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel  
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY  
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021  
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

---